



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

AOÛT 2017

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE	03
----------	----

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

<i>Délibérations de l'Assemblée de Martinique</i>	<i>04</i>
Séance du jeudi et vendredi 06 et 07 avril 2017	05
Séance du jeudi et du vendredi 27 et 28 juillet 2017	07
<i>Arrêts du Président de l'Assemblée</i>	<i>19</i>

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS AOÛT – 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATIONS DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

SEANCE DU JEUDI ET VENDREDI 06 ET 07 AVRIL 2017

N° 17-67-1 –PORTANT SUR LA PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE TRANSPORT AÉRIEN D'EXPOSANTS POUR LE SALON FORMEO 2017 (ANNULE ET REMPLACE LA DÉLIBÉRATION PORTANT LE MÊME NUMÉRO, DÉJÀ PUBLIÉE) 05

SEANCE DU JEUDI ET DU VENDREDI 27 ET 28 JUILLET 2017

N° 17-279-1 – PORTANT AUTORISATION DE SIGNER UN AVENANT À LA CONVENTION N° 15-2089-7 AU BÉNÉFICE DE L'ENTREPRISE GROUPE BOLS LAFARGUE 07

N° 17-280-1 –PORTANT AUTORISATION DE SIGNER UN AVENANT À LA CONVENTION N°15-2089-8 AU BÉNÉFICE DE LA SARL K'VALLS 11

N° 17-291-1 – PORTANT AUTORISATION DE CONCLURE AVEC LES COMMUNES DU FRANCOIS,DU VAUCLIN, DE LA TRINITÉ ET DES ANSES D'ARLET UNE CONVENTION DE RÉSILIATION AMIABLE 15

N° 17-307-1 – PORTANT AUTORISATION DE PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE GARDIENNAGE DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE COOPÉRATION CULTURELLE (EPCC) TROPIQUES ATRIUM ET DE PAIEMENT DU GROUPEMENT D'ENTREPRISES ANTILLES PROTECTION/ ANTILLES INTERVENTION 17

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE

ARRÊTÉ N° 10 - PORTANT MODIFICATION DE L'ARRÊTÉ N°2016-PAM-24 DU 26 AVRIL2016 RELATIF À LA DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU SEIN DU SYNDICAT MIXTE D'ÉLECTRICITÉ DE LA MARTINIQUE (SMEM) 20

ARRÊTÉ N° 11 - PORTANT DÉLÉGATION DE FONCTION À MONSIEUR YAN MON PLAISIR, MADAME MARIE-FRANCE TOUL ET MONSIEUR DENIS LOUIS-REGIS, VICE-PRÉSIDENTS DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE 22



DÉLIBÉRATIONS

~ ~ ~ ~ ~

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-67-1_subst-DE
Date de télétransmission : 08/09/2017
Date de réception préfecture : 08/09/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-67-1

PORTANT SUR LA PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE TRANSPORT AÉRIEN D'EXPOSANTS POUR LE SALON FORMEO 2017

L'An deux mille dix sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-418-1 du 15 décembre 2016 adoptant le budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Sylvia SAITHSOOTHANE, conseillère exécutive en charge de l'éducation, des collèges et des lycées ;

Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur recherche et innovation le 4 avril 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la prise en charge des frais de transport aérien d'exposants venant de France Hexagonale pour un montant de vingt-neuf mille deux cent sept euros cinq centimes (29 207,05 €) dans le cadre du salon FORMEO 2017.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure et signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, toute mesure d'ajustement nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique



Marie-France TOUL





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170727-17-279-1-DE
Date de télétransmission : 08/09/2017
Date de réception préfecture : 08/09/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-279-1

PORTANT AUTORISATION DE SIGNER UN AVENANT À LA CONVENTION N° 15-2089-7 AU BÉNÉFICE DE L'ENTREPRISE GROUPE BOLS LAFARGUE

L'An deux mille dix-sept, le vingt-sept juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Belfort BIROTA), Christiane EMMANUEL (pouvoir donné à Louise TELLE), Michelle MONROSE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Justin PAMPHILE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Maryse PLANTIN (pouvoir donné à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°651/2014 du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité ;

Vu le régime cadre exempté de notification N° SA 39252 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) ;

Vu les lignes directrices concernant les aides d'Etat à finalité régionale pour la période 2014-2020 (2013/C 209/1) ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu le décret n°2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones à finalité régionale et aux zones d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014-2020 ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 11-1433-2 portant adoption du dispositif d'aides aux entreprises (axe 1 et 2 de la réforme des aides régionales), pour la période 2014-2020 ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°15-2089-7 du 17 novembre 2015 portant octroi d'une aide à GROUPE BOLS LAFARGUE au titre de l'aide à la création et au développement d'activité ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-418-1 du 15 décembre 2016 relative au budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la convention de développement n°15-2089-7 « Aide régionale à la Création et au Développement d'Activités », signée le 26 octobre 2016 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marinette TORPILLE, conseillère exécutive en charge du développement économique, de l'emploi et des aides aux entreprises ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité conjointement avec la commission développement économique et tourisme le 19 juillet 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'un avenant à la convention « aide régionale à la création et au développement d'activités » signée le 7 février 2017 avec l'entreprise GROUPE BOLS LAFARGUE, et relative au versement de la subvention allouée par la délibération n°15-2089-7 susvisée.

Ledit avenant a pour objet de remplacer le montant inscrit en page 3 et en annexe 1 de la convention, comme suit :

- « Le montant des besoins sur 2 ans : cent huit mille cent cinquante euros (108 150 €). »

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération, notamment l'avenant mentionné à l'article 1.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 27 et 28 juillet 2017

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique


Marie-France TOUL



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°17-279-1



REPUBLIQUE FRANÇAISE

**Avenant à la convention de développement n° 15-2089-7
de l'entreprise GROUPE BOLS LAFARGUE**

Entre

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par le **Président du Conseil Exécutif**,

Et

L'entreprise **GROUPE BOLS LAFARGUE** dont le siège social est situé à Immeuble Marsan
KERLYS 97200 FORT DE FRANCE,

Représentée par **Monsieur Laurent BOLS**, dûment habilité,

Vu la délibération n°15-2089-7 portant octroi d'une aide à GROUPE BOLS LAFARGUE au titre
de l'aide à la création et au développement d'activité,

Vu la décision de l'Assemblée de Martinique et la délibération n°17- du XXXX 2017 autorisant
à signer un avenant à la convention,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 :

L'article 2 de la convention – PRESENTATION DE L'OPERATION – est modifié comme
suit :

- 1 - Localisation : 97200 Fort de France**
- 2 - Montant des besoins sur deux ans : 108 150 €**
- 3 - Financement du programme (voir annexe 1)**
- 4 - Période de réalisation : 24 mois.** Seront pris en compte les investissements réalisés à compter
de la date d'attestation de dépôt du dossier.

Article 2 :

L'annexe 1 de la convention – ANNEXE FINANCIERE ET TECHNIQUE – est substituée
par celle jointe au présent avenant.

Article 3 :

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

Fait à Fort- de- France, le

Le chef d'entreprise

(Signature précédée de la mention
" lu et approuvé ")

Le Président du Conseil Exécutif



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170727-17-280-1-DE
Date de télétransmission : 08/09/2017
Date de réception préfecture : 08/09/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-280-1

PORTANT AUTORISATION DE SIGNER UN AVENANT À LA CONVENTION N°15-2089-8 AU BÉNÉFICE DE LA SARL K'VALLS

L'An deux mille dix-sept, le vingt-sept juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Belfort BIROTA), Christiane EMMANUEL (pouvoir donné à Louise TELLE), Michelle MONROSE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Justin PAMPHILE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Maryse PLANTIN (pouvoir donné à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°651/2014 du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité ;

Vu le régime cadre exempté de notification N° SA 39252 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) ;

Vu les lignes directrices concernant les aides d'Etat à finalité régionale pour la période 2014-2020 (2013/C 209/1) ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu le décret n°2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones à finalité régionale et aux zones d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014-2020 ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 11-1433-2 portant adoption du dispositif d'aides aux entreprises (axe 1 et 2 de la réforme des aides régionales), pour la période 2014-2020 ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°15-2089-8 du 17 novembre 2015 portant octroi d'une aide à SARL K'VALLS au titre de l'aide à la création et au développement d'activité ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-418-1 du 15 décembre 2016 relative au budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la convention de développement n°15-2089-8 « Aide régionale à la Création et au Développement d'Activités », signée le 26 octobre 2016 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marinette TORPILLE, conseillère exécutive en charge du développement économique, de l'emploi et des aides aux entreprises ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité conjointement avec la commission développement économique et tourisme le 19 juillet 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'un avenant à la convention « aide régionale à la création et au développement d'activités » signée le 26 octobre 2016 avec la SARL K'VALLS, et relative au versement de la subvention allouée par délibération n°15-2089-8 susvisée.

Ledit avenant a pour objet de remplacer le montant de l'aide attribuée, inscrit aux pages 1 et 3 de la convention, par celui mentionné ci-dessous :

- « vingt-trois mille huit cent soixante et onze euros (23 871 €) ».

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération, notamment l'avenant mentionné à l'article 1.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 27 et 28 juillet 2017.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-France TOUL





Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ANNEXE A LA DELIBERATION 17-280-1

***Avenant à la convention de développement
n°15-2089-8 de l'entreprise K'VALLS***

Entre

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par le **Président du Conseil Exécutif**,
Monsieur Alfred MARIE-JEANNE,
Adresse : Rue Gaston Defferre - CS 30137 - 97201 Fort-de-France
Forme juridique : Etablissement public
Siret: 200 055 507 00012

Et

L'entreprise **K'VALLS** dont le siège social est situé Les Paradisiens - Immeuble Moquia 1^{er} Etage -
Chateauboeuf - 97200 FORT DE FRANCE,

Représentée par **Madame Danielle RENE CORAIL**, dûment habilitée,

Vu la délibération n°15-2089-8 du 17 novembre 2015 accordant à l'entreprise K'VALLS une
subvention d'un montant de vingt-trois mille huit cent soixante et onze euros (23 871 €),

Vu la convention de développement n°15-2089-8 signée le 26 octobre 2016,

Vu la délibération n°17- xxx du xxxxx de la Collectivité Territoriale de Martinique l'autorisant à
signer un avenant à la convention ayant pour objet de rectifier le montant de la subvention
allouée à l'entreprise K'VALLS,

Il est convenu ce qui suit :

La convention susvisée est modifiée ainsi qu'il suit :

.../ ...

Article 1 : La page 1, alinéa 5 « Montant de l'aide » est modifié ainsi qu'il suit :

Montant de l'aide	Vingt-trois mille huit cent soixante et onze euros (23 871 €),
-------------------	---

Article 2 : L'article 3 de la convention de développement n°15-2089-8 - MONTANT DE L'AIDE FINANCIERE - est modifié comme suit :

La **subvention** d'un montant de **vingt-trois mille huit cent soixante et onze euros (23 871 €)**, sera imputée sur le budget de la collectivité Territoriale de Martinique, chapitre 906, fonction 632 article 20421 et représente **60%** du coût prévisionnel éligible.

Le coût éligible est un montant maximum prévisionnel, le montant définitif devant être calculé en fonction des dépenses effectivement réalisées et justifiées.

Si les engagements du bénéficiaire ne sont pas respectés, il sera automatiquement procédé à un ajustement du montant de la prime pour tenir compte de la différence entre les prévisions et les résultats atteints. Cet ajustement pourra au besoin entraîner un reversement partiel ou total de l'acompte déjà versé.

Article 3 : Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

Fait à Fort- de- France, le

Le chef d'entreprise

(Signature précédée de la mention
" lu et approuvé ")

Le Président du Conseil Exécutif



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170728-17-291-1-DE
Date de télétransmission : 08/09/2017
Date de réception préfecture : 08/09/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-291-1

PORTANT AUTORISATION DE CONCLURE AVEC LES COMMUNES DU FRANÇOIS, DU VAUCLIN, DE LA TRINITÉ ET DES ANSES D'ARLET UNE CONVENTION DE RÉSILIATION AMIABLE

L'An deux mille dix-sept, le vingt-huit juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Christiane EMMANUEL (pouvoir donné à Louise TELLE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE, Michelle MONROSE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Justin PAMPHILE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Josiane PINVILLE (pouvoir donné à Nadia LIMIER), Maryse PLANTIN (pouvoir donné à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone : 0596.59.63.00 - Télécopie : 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité conjointement avec la commission développement économique et tourisme le 19 juillet 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 21 juillet 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission politique de la mer, métiers de la mer (pêche, aquaculture, nautisme et ressources marines dans la ZEE) le 24 juillet 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée la résiliation amiable de la convention du 08 février 2008 conclue par le Département de la Martinique avec la commune des Anses d'Arlet, portant sur la mise à disposition de biens situés sur le port territorial de la commune des Anses d'Arlet tel que définis à l'article 2 de la convention.

ARTICLE 2 : Est approuvée la résiliation amiable de la convention du 30 décembre 1996 conclue par le Département de la Martinique avec la commune du François, portant sur la mise à disposition de biens situés sur le port territorial de la commune du François tel que définis à l'article 2 modifié de la convention.

ARTICLE 3 : Est approuvée la résiliation amiable de la convention du 12 décembre 1996 conclue par le Département de la Martinique avec la commune de la Trinité, portant sur la mise à disposition de biens situés sur le port territorial de la commune de la Trinité tel que définis à l'article 2 modifié de la convention.

ARTICLE 4 : Est approuvée la résiliation amiable de la convention du 22 novembre 2001 conclue par le Département de la Martinique avec la commune du Vauclin, portant sur la mise à disposition de biens situés sur le port territorial de la commune du Vauclin tel que définis à l'article 2 modifié de la convention.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision, notamment les conventions de résiliations amiables.

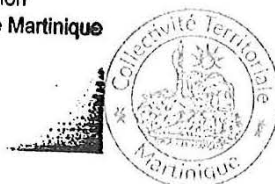
ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 27 et 28 juillet 2017.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique


Marie-France TOUL





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170728-17-307-1-DE
Date de télétransmission : 08/09/2017
Date de réception préfecture : 08/09/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-307-1

PORTANT AUTORISATION DE PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE GARDIENNAGE DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE COOPÉRATION CULTURELLE (EPCC) TROPIQUES ATRIUM ET DE PAIEMENT DU GROUPEMENT D'ENTREPRISES ANTILLES PROTECTION / ANTILLES INTERVENTION

L'An deux mille dix-sept, le vingt-huit juillet, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Christiane EMMANUEL (pouvoir donné à Louise TELLE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE, Michelle MONROSE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Justin PAMPHILE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Josiane PINVILLE (pouvoir donné à Nadia LIMIER), Maryse PLANTIN (pouvoir donné à Marie-France TOUL).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 du 5 janvier 2016 portant délégation de l'Assemblée au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marches et des accords-cadres ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, Conseiller Exécutif en charge des infrastructures, des réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité conjointement développement économique et tourisme le 19 juillet 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisé le versement au groupement d'entreprises Antilles protection / Antilles intervention de la somme de deux cent soixante-quatorze mille cent cinquante-deux euros soixante-dix centimes (274 152,70 € TTC), pour les prestations de gardiennage de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle (EPCC) ATRIUM réalisées pendant la période allant de mai 2015 au 15 septembre 2016.

ARTICLE 2 : Est autorisé le paiement des intérêts moratoires y afférents.

ARTICLE 3 : Est autorisée l'annulation des délibérations du Conseil Général de la Martinique n°s CP /938-15 et CP/ 939-15 du 22 octobre 2015 relatives au marché de gardiennage de l'EPCC Atrium.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre toutes les mesures utiles à l'application de la décision, notamment à signer la convention et les actes administratifs inhérents à la mise en oeuvre de la présente décision.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 27 et 28 juillet 2017.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique



Marie-France TOUL



ARRÊTÉS

~ ~ ~ ~ ~

PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE
DE MARTINIQUE



République Française
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170803-2017-PAM-10-AR
Date de télétransmission : 03/08/2017
Date de réception préfecture : 03/08/2017

ARRETE N°2017 - PAM - 10 du ~~3~~ **3 AOUT 2017**

Portant modification de l'arrêté n°2016-PAM-24 du 26 avril 2016 relatif à la désignation de représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du Syndicat Mixte d'Électricité de la Martinique (SMEM)

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 7211-1 à L. 7331-3;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants;
Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la délibération n°15-0001 de l'Assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015, portant élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération n°15-0003 de l'Assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015, portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;
Vu la délibération n°16-24-76 du 16 février 2016 de l'Assemblée de Martinique donnant mandat au Président de l'Assemblée de Martinique pour procéder à certaines désignations au sein d'organismes extérieurs ;
Vu l'arrêté n°2016-PAM-24 du 26 avril 2016 relatif à la désignation de représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du Syndicat Mixte d'Électricité de la Martinique (SMEM) ;
Considérant le souhait formulé par Madame Nadine RENARD, conseillère à l'Assemblée de Martinique, de ne pas siéger au sein du Syndicat Mixte d'Électricité de la Martinique (SMEM) en qualité de membre titulaire ;

ARRETE

Article 1 : L'article 1 de l'arrêté n°2016-PAM-24 du 26 avril 2016 relatif à la désignation de représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du Syndicat Mixte d'Électricité de la Martinique (SMEM) est modifié comme suit :

« Sont désignés pour représenter la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du Syndicat Mixte d'Électricité de la Martinique (SMEM), les conseillers et délégués suivants :

En qualité de titulaires :

- Madame Nadia LIMIER
- Madame Marie-France TOUL
- Monsieur Joël LOUIS JOSEPH DOGUE (ressource externe)
- Madame Kora BERNABE

En qualité de suppléants :

- Monsieur Belfort BIROTA
- Madame Nadine RENARD
- Madame Stéphanie NORCA
- Madame Marie Frantz TINOT ».

Article 2 : Le Président du Conseil Exécutif, le Président de l'Assemblée de Martinique, le Directeur général des services, le Payeur de la Collectivité Territoriale de Martinique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique et notifié aux intéressés.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170811-2017-PAM-11-AR
Date de télétransmission : 11/08/2017
Date de réception préfecture : 11/08/2017

ARRETE N°2017 PAM - 11 du 11 AOUT 2017

**portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL
et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique**

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 7221-1, L. 7223-2 et suivants, L. 7222-12 et suivants ;

Vu la délibération n°15-0001 de l'Assemblée de Martinique adoptée en séance publique du 18 décembre 2015, portant élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération n° 15-002 de l'Assemblée de Martinique adoptée en séance publique du 18 décembre 2015 portant élection des vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération n°17-260-1 de l'Assemblée de Martinique adoptée en séance publique du 27 juillet 2017 portant nouvelle élection du bureau de l'Assemblée de Martinique ;

Vu l'arrêté n°2016-PAM-60 du 30 novembre 2016 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Jean-Philippe NILOR, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique

ARRETE

Article 1 : En cas d'absence et d'empêchement de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique, délégation de fonction est donnée à Monsieur Yan MONPLAISIR, Vice-président de l'Assemblée de Martinique.

Monsieur Yan MONPLAISIR pourra signer toute correspondance ou actes relatifs à la conduite des affaires de l'Assemblée de Martinique.

Article 2 : En cas d'absence et d'empêchement de Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL, Vice-présidente de l'Assemblée de Martinique reçoit délégation de fonction.

Madame Marie-France TOUL pourra signer toute correspondance ou actes relatifs à la conduite des affaires de l'Assemblée de Martinique ;

Article 3 : En cas d'absence et d'empêchement de Monsieur Yan MONPLAISIR et de Madame Marie-France TOUL, Monsieur Denis LOUIS REGIS, Vice-président de l'Assemblée de Martinique reçoit délégation de fonction.

Monsieur Denis LOUIS-REGIS pourra signer toute correspondance ou actes relatifs à la conduite des affaires de l'Assemblée de Martinique

Article 4 : Le Président de l'Assemblée de Martinique, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

